Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L
13 JUIL 1951
Transmis à la Coordination
G. H.

GK. L. 1845/1

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 21 février 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant l'application de la loi du 15.9.24 en ce qui concerne le mode d'avancement des officiers de l'armée", a donné en sa séance du 2 mars 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e Februari 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende regeling van de toepassing van de wet van 15.9. 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren", heeft ter zitting van 2 Maart 1951 het volgend advies gegeven:

I.

La disposition de l'article 1er, littera a, est prise en exécution de l'article 3 de la loi du 16 juin 1937, qui fixe les cadres, en officiers, de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie.

Il ressort du rapport au Prince Royal que le Gouvernement a l'intention de régler dans le projet, l'exécution de certaines dispositions de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. Le Conseil d'Etat est d'avis que la disposition de l'article 1er, littera a, devrait trouver sa place dans un projet distinct. Le Gouvernement s'est rallié à cette opinion.

II.

L'article 1er, littera b, dispose que les emplois organiques de la gendarmerie restent déterminés par l'annexe de l'arrêté du Régent du 25 juin 1949 qui reste en vigueur. Cette disposition est superflue.

III.

L'article 1er, littera c, pose la règle du parallélisme de l'avancement dans les diverses armes.

.../...

Pour ce faire, il reprend la disposition de l'article 1er de l'arrêté royal du 27 décembre 1937, modifié par l'arrêté du Régent du 9 juillet 1949, en ramenant toutefois le délai d'écart possible de 18 à 11 mois.

Le littera d du même article dispose que l'avancement dans les services ne peut être plus rapide que dans l'arme la plus favorisée.

Comme le projet a trait aux officiers des armes, des services et de la gendarmerie, il y aurait lieu de prévoir la situation de l'avancement dans ce dernier corps par rapport aux armes et services.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de ce que l'avancement dans la gendarmerie a été rendu complètement autonome par la loi du 18 mars 1927, modifiant l'article 11 de la loi du 15 septembre 1924 (Session 1926-1927, Chambre, D.P.21 et 49).

IV.

L'article 2, alinéa 1er, du projet détermine les conditions générales d'aptitude nécessaires pour pouvoir être promu au grade supérieur.

Par contre, l'alinéa 2 du même article concerne, selon les intentions du Gouvernement, les promotions aux seuls grades d'officier subalterne.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ce second alinéa devrait faire l'objet d'un article distinct.

V.

L'article 3,littera a, alinéa 2,dispose que le Ministre de la Défense nationale devra pour dresser les listes des candidats qui vont concourir pour l'octroi des emplois d'un grade déterminé, tenir compte "de la nécessité de tendre à maintenir constant l'âge moyen d'accession à un grade déterminé d'officier général ou supérieur et d'accorder aux promotions successives des chances d'avancement comparables". Ce texte ne contient que des directives qui n'ont pas le caractère de dispositions réglementaires; elles trouveraient mieux leur place dans le rapport au Prince Royal.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, de fusionner l'article 3, littera a, alinéa 2,et l'article 4,qui contiennent des dispositions identiques pour les armes, les services et la gendarmerie.

VI.

L'article 3, litteras b et d, est relatif au fonctionnement des comités d'avancement. Ces dispositions modifient et complètent l'arrêté du Régent du 10 décembre 1947 qui règle l'organisation et la compétence de ces comités.

Le Conseil d'Etat a donné, en date du 22 août 1950,un avis sur un projet d'arrêté relatif aux comités d'avancement. S'il entre dans les intentions du Gouvernement de faire signer ce projet par le Prince Royal, il y aurait lieu de le mettre en concordance avec le présent projet.

VII.

Le projet n'ayant pas trait aux officiers ingénieurs des fabrications militaires, le texte de l'article 5 est superflu.

VIII.

En abrogeant l'arrêté royal du 31 octobre 1913, le projet abroge également le règlement "Avancement-Inspections". Il abroge par ce fait certaines dispositions sans les remplacer par des dispositions nouvelles.

Il en est de même en ce qui concerne l'abrogation de l'arrêté royal du 27 décembre 1937.

IX.

L'article 9 précise pour les différents grades, les promotions à partir desquelles les articles 3 et 4 du projet sont applicables.

Le Conseil d'Etat propose une formule générale qui répond aux intentions du Gouvernement.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL PRIS EN EXECUTION DE LA LOI DU 15 SEPTEMBRE 1924 SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS.

BAUDOUIN, Prince Royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29, 66, 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, modifiée par les lois des 18 mars 1927, 27 juin et 14 juillet 1930;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Section 1ère. De l'avancement des officiers.

Article 1er.-

Nul ne peut prétendre à l'avancement s'il n'a pas fourni la preuve qu'il possède le caractère, les aptitudes morales et physiques ainsi que les connaissances générales et professionnelles pour exercer, en temps de guerre et en temps de paix, le commandement ou les fonctions du grade supérieur.

.../...

Article 2.-

En ce qui concerne les officiers candidats à un emploi d'officier subalterne, les aptitudes et connaissances dont il est question à l'article 1er sont constatées par Notre Ministre de la Défense nationale, après que ce dernier a pris connaissance des appréciations émises par les chefs hiérarchiques notamment à l'occasion de l'établissement des propositions d'avancement.

Article 3.-

§ 1er. A moins de circonstances exceptionnelles qui doivent être exposées dans un rapport au Roi, il ne peut y avoir plus de onze mois d'écart d'ancienneté de sous-lieutenant, pour les cas de carrière normale, entre les officiers d'armes quelconques à promouvoir au même grade supérieur.

§ 2. Les services et le corps de gendarmerie ont leur avancement propre; toutefois, l'avancement dans les services ne pourra être plus rapide que dans l'arme la plus favorisée.

Article 4.-

§ 1er. Notre Ministre de la Défense nationale établit les listes nominatives des officiers qui concourront pour l'octroi des emplois qui sont ou seront à conférer dans un grade déterminé d'officier général ou supérieur.

Pour les candidats au grade de lieutenant-général, ces listes sont établies par ordre d'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant.

Pour les candidats aux grades d'officier supérieur ou au grade de général-major, elles sont établies

.../...

par ordre d'ancienneté dans le dernier grade; toutefois, Notre Ministre de la Défense nationale peut déroger à cet ordre dans des cas exceptionnels qui devront être signalés au comité d'avancement et dont le procès-verbal de la réunion du dit comité devra faire mention.

§ 2. Le nombre d'officiers à porter sur ces listes est déterminé par Notre Ministre de la Défense nationale en fonction du nombre des emplois vacants et de la nécessité de choisir les meilleurs candidats.

Article 5.-

Le comité d'avancement compétent formule ses avis en recommandant à Notre Ministre de la Défense nationale les candidats les meilleurs parmi ceux qu'il juge aptes à remplir les fonctions du grade supérieur, sans que le nombre de candidatures recommandées ne puisse dépasser le nombre d'emplois à conférer.

Les candidatures qui n'ont pas été recommandées par les comités d'avancement peuvent être inscrites à nouveau sur la liste dont il est question à l'article 4 et sont examinées une seconde fois par les dits comités.

Article 6.-

Les propositions en vue des nominations aux grades d'officier général ou supérieur Nous sont faites par Notre Ministre de la Défense nationale, après consultation du comité d'avancement sans qu'il soit tenu de se rallier aux avis de ce comité.

La liste de tous les officiers dont la candidature a été examinée par les comités d'avancement, ainsi que les procès-verbaux des réunions de ces comités, sont joints aux propositions.

.../...

Article 7.-

La nomination de l'officier qui a été dépassé à l'avancement se fait sans effet rétroactif. Il peut être fait exception à cette prescription en faveur de l'officier qui n'a pas satisfait en temps utile et par suite de circonstances indépendantes de sa volonté aux conditions prévues par les articles 12 et 13 de la loi du 15 septembre 1924, et de l'officier dont la candidature, par suite d'un cas de force majeure, n'a pu faire en temps utile l'objet, de la part de Notre Ministre de la Défense nationale, d'une proposition en vue de sa nomination.

Section II. Des pertes d'ancienneté.

Article 8.-

Les officiers rappelés à l'activité après une période passée en congé sans solde ou non-activité par mesure disciplinaire ou pour motif de santé, et dont l'ancienneté d'officier a été modifiée en application de l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924, sont classés, pour l'avancement, parmi les officiers de leur grade dont l'ancienneté de sous-lieutenant correspond à leur nouvelle ancienneté d'officier, compte tenu du classement qu'ils occupaient dans la promotion de sous-lieutenant dont ils faisaient partie primitivement. Leur ancienneté dans le grade de sous-lieutenant et dans le dernier grade est modifiée en conséquence.

Article 9.-

... (Article 8 du projet)...

.../...

Section III. Dispositions générales.

Article 10.-

Lorsque l'armée est mobilisée pour la guerre, les règles établies par les articles 3, 4, 5 et 6 ne sont plus obligatoires.

Article 11.-

Les formalités régulièrement accomplies sous l'empire de la législation antérieure restent valables.

Article 12.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 16 mai 1838 sur le mode d'avancement dans l'armée;

2° l'arrêté royal du 31 octobre 1913 approuvant le règlement "Avancement et Inspections" et le dit règlement;

3° l'arrêté royal du 26 juin 1935 relatif à l'accession au grade de général-major et de lieutenant-général et les arrêtés royaux des 4 mars 1936 et 24 mai 1937 qui l'ont modifié;

4° l'arrêté royal du 29 octobre 1935 relatif à la perte d'ancienneté consécutive à une mise en non-activité;

5° l'arrêté royal du 27 décembre 1937 relatif à la répartition des officiers ensuite de la loi des cadres en officiers de l'armée sur pied de paix du 16 juin 1937, modifié par les arrêtés royaux des 30 janvier et 24 mars 1939 et les arrêtés du Régent des 16 novembre 1945 et 9 juillet 1949, à l'exception de l'article 1er, alinéas 1er, 3 et 4, et du tableau y annexé.

.../...

Article 13.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er mars 1951.

Article 14.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

De bepaling van artikel 1,littera a, is een uitvoering van artikel 3 van de wet van 16 Juni 1937 betreffende de officierenkaders van het leger op vredesvoet, met uitzondering van de Rijkswacht.

Uit het verslag aan de Koninklijke Prins blijkt, dat de Regering voornemens is in het ontwerp de uitvoering te regelen van sommige bepalingen van de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren. De Raad van State is van advies, dat het bepaalde in artikel 1, littera a, beter op zijn plaats ware in een afzonderlijk ontwerp. De Regering heeft zich met deze zienswijze verenigd.

II.

Artikel 1,littera b, bepaalt dat de organieke betrekkingen bij de Rijkswacht vastgesteld blijven door de bijlage van het besluit van de Regent van 25 Juni 1949, dat van kracht blijft. Deze bepaling is overbodig.

III.

Artikel 1,littera c, stelt als regel inzake bevordering: parallelisme tussen de verschillende wapens. Daartoe neemt het over wat bepaald is in artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 December 1937,gewijzigd bij het besluit van de Regent van 9 Juli 1949; evenwel wordt de termijn van de mogelijke speling teruggebracht van 18 tot 11 maanden.

.../...

Littera d van hetzelfde artikel bepaalt, dat de bevordering bij de diensten niet sneller mag gaan dan bij het meest begunstigde wapen.

Daar het ontwerp op de officieren van de wapens, de diensten en de Rijkswacht betrekking heeft, ware er reden om te bepalen welke de toestand inzake bevordering bij de Rijkswacht is, vergeleken met de wapens en diensten.

De Raad van State stelt een tekst voor, die rekening houdt met het feit dat de bevordering bij de Rijkswacht volledig autonoom geworden is ingevolge de wet van 18 Maart 1927 tot wijziging van artikel 11 van de wet van 15 September 1924 (Zitting 1926-27 Kamer, P.D. 21 en 49).

IV.

Artikel 2, eerste lid,van het ontwerp geeft de algemene geschiktheidsvoorwaarden waaraan voor een bevordering tot een hogere graad moet worden voldaan.

Het tweede lid van hetzelfde artikel daarentegen heeft, volgens de bedoeling van de Regering, betrekking op de bevordering tot de graden van lagere officieren alleen.

De Raad van State is van advies, dat dit tweede lid het voorwerp van een afzonderlijk artikel zou moeten worden.

.../...

V.

Artikel 3,littera a, tweede lid, bepaalt dat de Minister van Landsverdediging, bij het opmaken van de lijsten der candidaten die zullen mededingen naar de betrekkingen van een bepaalde graad, rekening moet houden met "de noodzakelijkheid om te trachten de gemiddelde leeftijd, waarop een bepaalde graad van opper- of hoofdofficier kan verworven worden, onveranderlijk te houden en aan de achtereenvolgende promoties vergelijkbare bevorderingskansen te verlenen".Deze tekst behelst alleen richtlijnen, die niet het karakter van reglementaire bepalingen hebben. Een betere plaats daarvoor ware het verslag aan de Koninklijke Prins.

De Raad van State stelt derhalve voor, één artikel te maken van artikel 3,littera a, tweede lid,en artikel 4, die voor de wapens, de diensten en de Rijkswacht identieke bepalingen bevatten.

VI.

Artikel 3,littera b en d, heeft betrekking op de werking van de bevorderingscomité's. Die bepalingen zijn wijzigingen en aanvullingen van het besluit van de Regent van 10 December 1947 waarbij de inrichting en de bevoegdheid van die comité's worden geregeld.

.../...

De Raad van State heeft op 22 Augustus 1950 geadviseerd over een ontwerp van besluit betreffende de bevorderingscomité's. Zo de Regering de bedoeling heeft dat ontwerp ter ondertekening aan de Koninklijke Prins voor te leggen, ware het nodig het met het onderhavige ontwerp in overeenstemming te brengen.

VII.

Daar het ontwerp geen betrekking heeft op de officieren ingenieurs der militaire fabrikaten, is artikel 5 overbodig.

VIII.

Door de opheffing van het koninklijk besluit van 31 October 1913, wordt eveneens opgeheven het reglement "Bevordering-Inspectie". Ipso facto heft het ontwerp sommige bepalingen op, zonder ze door nieuwe te vervangen.

Hetzelfde geldt wat de opheffing van het koninklijk besluit van 27 December 1937 betreft.

IX.

Artikel 9 bepaalt voor de verschillende graden, van welke promoties af de artikelen 3 en 4 van het ontwerp toepasselijk zijn.

De Raad van State stelt een algemene formule voor, die aan de bedoelingen van de Regering beantwoordt.

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State voor, in het ontwerp enige vormwijzigingen aan te brengen; zij zijn in de hierna

KONINKLIJK BESLUIT GENOMEN TER UITVOERING VAN DE WET VAN 15 SEPTEMBER 1924 OP DE STAND EN DE BEVORDERING DER OFFICIEREN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29, 66, 67 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wetten van 18 Maart 1927, 27 Juni en 14 Juli 1930 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Afdeling I. Bevordering van de officieren.

Artikel 1.-

Niemand kan op bevordering aanspraak maken zo hij het bewijs niet heeft geleverd dat hij het karakter, de zedelijke en lichamelijke geschiktheid, alsmede de algemene

.../...

kennis en de vakkennis bezit om in oorlogs- en in vredestijd het commando of de functies van de hogere graad waar te nemen.

Artikel 2.-

Wat betreft de officieren die candidaat zijn voor een betrekking van lager officier, stelt Onze Minister van Landsverdediging de geschiktheden en de kennis, waarvan sprake in artikel 1, vast,nadat hij kennis heeft genomen van de beoordeling, door de hiërarchische meerderen inzonderheid bij het opmaken van de voorstellen tot bevordering gegeven.

Artikel 3.-

§ 1. Behalve in uitzonderlijke omstandigheden, die in een verslag aan de Koning dienen te worden uiteengezet, mag voor de gevallen van normale loopbaan niet meer dan elf maanden verschil in anciënniteit als onderluitenant bestaan onder de tot dezelfde hogere graad te bevorderen officieren van enig wapen.

§ 2. De diensten en het Rijkswachtkorps hebben hun eigen bevordering; de bevordering bij de diensten mag echter niet sneller geschieden dan bij het meest begunstigde wapen.

Artikel 4.-

§ 1. Onze Minister van Landsverdediging maakt de naamlijsten op van de officieren die zullen mededingen voor het bekomen van de betrekkingen, welke in een bepaalde graad van opper- of hoofdofficier te begeven zijn of zullen zijn.

Voor de candidaten voor de graad van luitenant-generaal worden die lijsten opgemaakt volgens de anciënniteit in de graad van onderluitenant.

.../...

Voor de candidaten voor de graad van hoofdofficier of voor de graad van generaal-majoor, worden zij opgemaakt volgens de anciënniteit in de jongste graad; Onze Minister van Landsverdediging kan van die volgorde evenwel afwijken in uitzonderlijke gevallen, waarvan het bevorderingscomité in kennis moet worden gesteld en die in het verslag der vergadering van dat comité moeten vermeld worden.

§ 2. Onze Minister van Landsverdediging bepaalt het getal der op die lijsten in te schrijven officieren, waarbij hij rekening houdt met het getal der openstaande betrekkingen en met de noodzakelijkheid de beste candidaten te kiezen.

Artikel 5.-

Het bevoegde bevorderingscomité brengt zijn adviezen uit en beveelt daarbij aan Onze Minister van Landsverdediging de beste candidaten aan onder degenen die het geschikt acht tot het vervullen van de functies van de hogere graad, zonder dat het getal der aanbevolen candidaten het getal der te begeven betrekkingen mag overschrijden.

De candidaturen welke door de bevorderingscomité's niet zijn aanbevolen, kunnen opnieuw worden ingeschreven op de lijst waarvan sprake in artikel 4 en worden door die comité's een tweede maal onderzocht.

Artikel 6.-

De voordrachten voor benoeming tot de graad van opper- of van hoofdofficier worden Ons door Onze Minister van Landsverdediging gedaan na raadpleging van het bevorderingscomité, zonder dat de Minister gehouden is de adviezen van dat comité op te volgen.

.../...

De lijst van al de officieren wier candidatuur door de bevorderingscomité's is onderzocht, alsmede de notulen van de vergaderingen dier comité's worden bij de voordrachten gevoegd.

Artikel 7.-

De benoeming van de officier die bij de bevordering werd voorbijgegaan, geschiedt zonder terugwerkende kracht. Op dit voorschrift kan uitzondering gemaakt worden voor de officier die, ingevolge omstandigheden onafhankelijk van zijn wil, niet te gepasten tijde voldaan heeft aan de voorwaarden bij de artikelen 12 en 13 der wet van 15 September 1924 gesteld, alsmede voor de officier wiens candidatuur Onze Minister van Landsverdediging ingevolge een geval van overmacht niet te gepasten tijde met het oog op diens benoeming heeft kunnen voordragen.

Afdeling II.- Verlies van anciënniteit.

Artikel 8.-

Officieren die terug in actieve dienst geroepen worden na een tijdperk van verlof zonder soldij of van non-activiteit bij tuchtmaatregel of om gezondheidsredenen, en wier anciënniteit als officier bij toepassing van artikel 17 der wet van 15 September 1924 is gewijzigd, worden voor de bevordering gerangschikt onder de officieren van hun graad wier anciënniteit als onderluitenant met hun nieuwe anciënniteit als officier overeenstemt, met inachtneming van hun rangschikking in de promotie van onderluitenant waartoe zij aanvankelijk behoorden. Hun anciënniteit in de graad van onderluitenant en in de jongste graad wordt dienovereenkomstig gewijzigd.

.../...

Artikel 9.-

Officieren die, ingevolge een verlies van anciënniteit bij toepassing van artikel 17 der wet van 15 September 1924, voor de bevordering zouden gerangschikt worden onder officieren met een graad beneden de hunne, worden voorlopig achteraan bij de officieren van hun graad gerangschikt, tot de officieren met hun nieuwe anciënniteit als onderluitenant tot de bedoelde graad worden bevorderd. Op dat ogenblik wordt hun anciënniteit in hun jongste graad vastgesteld.

Afdeling III.- Algemene bepalingen.

Artikel 10.-

Wanneer het leger voor de oorlog wordt gemobiliseerd, zijn de regelen bij de artikelen 3, 4, 5 en 6 vastgesteld niet langer bindend.

Artikel 11.-

De formaileiten regelmatig vervuld toen de vroegere wetgeving van kracht was, blijven geldig.

Artikel 12.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 16 Mei 1838 betreffende de wijze van bevordering bij het leger;

2° het koninklijk besluit van 31 October 1913 houdende goedkeuring van het reglement "Bevordering en Inspectie" en genoemd reglement;

.../...

3° het koninklijk besluit van 26 Juni 1935 betreffende de bevordering tot de graad van generaal-majoor en van luitenant-generaal, en de koninklijke besluiten van 4 Maart 1936 en 24 Mei 1937 die het hebben gewijzigd;

4° het koninklijk besluit van 29 October 1935 betreffende het verlies van anciënniteit ingevolge een op non-activiteitstelling;

5° het koninklijk besluit van 27 December 1937 betreffende de verdeling der officieren ten gevolge van de wet op het kader der officieren van het leger op vredesvoet van 16 Juni 1937, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 Januari en 24 Maart 1939 en de besluiten van de Regent van 16 November 1945 en 9 Juli 1949, met uitzondering van artikel 1, eerste, derde en vierde lid, en de daarbij gevoegde tabel.

Artikel 13.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Maart 1951.

Artikel 14.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
De Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

E. VAN DIEVOET, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.
De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.